

Hubert Védryne, Les mondes de François Mitterrand: l'Europe désempourbée à Fontainebleau

Légende: Dans son livre, Les mondes de François Mitterrand, Hubert Védryne, alors conseiller diplomatique du président de la République française, explique comment la présidence française de la Communauté économique européenne (CEE) de 1984 a permis de désempourber la CEE.

Source: VÉDRINE, Hubert. Les mondes de François Mitterrand, À l'Élysée (1981-1995). Paris: Fayard, 1996. 784 p. ISBN 9 782213 596211.

Copyright: (c) Librairie Arthème Fayard, 2007

URL:

http://www.cvce.eu/obj/hubert_vedryne_les_mondes_de_francois_mitterrand_l_europe_desempourbee_a_fontainebleau-fr-bc80fbfd-99b9-45e5-af7a-9db4ae4b5711.html

Date de dernière mise à jour: 06/09/2012

Hubert Védrine, *Les mondes de François Mitterrand: L'Europe désempourbée à Fontainebleau*

Fontainebleau : l'Europe désempourbée

Le 1^{er} janvier 1984 marque donc le véritable début de la politique européenne de François Mitterrand. Il y est prêt, et la France avec lui, ce qui n'était pas le cas en mai 1981. L'incapacité des Dix à résoudre leurs contentieux au cours des huit Conseils précédents lui en fournit l'occasion. Beaucoup de choses ont en outre changé depuis mai 1981. Il a pris « ses marques » par rapport au monde tel qu'il est. Il a mesuré, lors des Sommets des Sept, le poids hégémonique des Etats-Unis. La France peut leur résister, seule si elle n'a pas d'autre choix et que c'est vital, en choisissant bien son terrain ; mais elle ne peut le faire tout le temps, car elle le paierait trop cher, d'une façon ou d'une autre. Avec d'autres pays, il lui faut donc constituer un ou des pôles, permanents ou par sujets. Le premier de ces pays est la RFA.

[...]

« Reste » l'Europe. Elle est de toute façon une obligation. Quel que soit le parti dont ils sont issus, quoi qu'ils aient dû dire dans l'opposition, les dirigeants européens successifs la vivent comme une nécessité. De Thatcher à Papandréou, ils protestent parfois contre elle, ils s'impatientent d'être ligotés par autant d'engagements, d'avoir à tout propos à se concerter avec neuf autres, ou, pis encore, à se plier à un vote majoritairement hostile. Parfois, pour se réassurer sur leur scène nationale, ils menacent de tout casser. Mais ils n'envisagent pas de « sortir de la Communauté » (ce qui est d'ailleurs juridiquement et théoriquement impossible, le traité ne l'ayant pas prévu) et tous, les uns comme les autres, se comportent comme s'il n'y avait pas d'autre solution. D'autant que les grands intérêts économiques ne les ont pas attendus. Les dirigeants européens des années 1980-90 ne sont peut-être pas tous des esprits très sophistiqués, mais ils ne seraient pas arrivés à leur poste sans réalisme et sans être de bons décrypteurs et utilisateurs des rapports de forces. Sans même avoir à les exprimer, tous ont en commun des convictions très fortes, qui tiennent en quelques mots : les puissances européennes se sont suicidées en 14-18 ; qu'on le veuille ou non, le monde nouveau est dominé par les États-Unis, le bloc de l'Est, l'Asie ; pour exercer à nouveau une influence sur le reste du monde, et surtout éviter que nous ne soyons entièrement soumis à l'influence des autres (exemple : ne plus pouvoir regarder que de mauvaises séries américaines sur des téléviseurs japonais), il faut s'unir ; la construction européenne ne nous oblige pas à des abandons de souveraineté : dans la plupart des cas, cette souveraineté est déjà formelle ou illusoire, et l'« exercice en commun » de la souveraineté permet au contraire de recouvrer un peu de ce pouvoir perdu.

Au-delà de ce tronc commun de convictions, les divergences commencent. D'abord parce que ces évidences sont plus difficiles à admettre pour de « grands » pays qui ont eu depuis des siècles une Politique étrangère, voire des habitudes impériales, que pour des « petits » pays commerçants. La France et la Grande-Bretagne, (l'Allemagne à partir de la fin des années 1980) veulent à la fois préserver leurs avantages nationaux acquis et leur liberté de mouvement, tout en profitant du supplément d'influence procuré par la Communauté européenne. Leurs milieux dirigeants sont loin d'être prêts aux remises en cause qu'implique le choix européen, ou ils les sous-estiment. En tous cas, ils n'y préparent en rien leurs opinions ; d'où un décalage qui ne pourra que s'aggraver quand la construction européenne reprendra. D'autre part, une faille béante sépare les Européens qui ne veulent effacer les barrières nationales que pour mieux intégrer l'Europe dans le marché mondial, de ceux qui entendent faire de l'Europe une puissance. Cette divergence radicale de conception resurgit à tout moment, à chaque pas en avant.

[...]

Au début de 1984, François Mitterrand prend donc le tournant majeur de sa présidence. Et il le prend seul. Ni Pierre Mauroy, ni Jacques Delors, ni Lionel Jospin, ni Laurent Fabius, ni Pierre Bérégovoy, ni Claude Cheysson ne sont anti-européens, mais aucun n'est allé jusqu'à lui conseiller de recentrer et relancer toute sa politique sur un réveil de l'Europe - même après mars 1983 qui, avec le recul, semble néanmoins préparer et annoncer la suite. C'est pourquoi il va beaucoup s'appuyer dans les années suivantes sur des « proches » - expression pour une fois exacte ! -, Roland Dumas, bien sûr, et, à l'Élysée, Jean-Louis Bianco, Jacques

Attali, Élisabeth Guigou et moi. Élisabeth Guigou, surtout, va devenir la boîte à idées, le relais, la cheville ouvrière de sa politique européenne (1).

[...]

François Mitterrand prend lui-même les choses en main bien décidé à surmonter les blocages bureaucratiques dans chaque pays. Premier round, entre début janvier et fin mars : il rencontre Mme Thatcher, puis Helmut Kohl, et se rend lui-même à La Haye, Luxembourg, Athènes, Bruxelles, Copenhague, Milan et Dublin accompagné uniquement de Roland Dumas et Élisabeth Guigou, Jacques Attali, et, dans certains cas, de moi. Puis il reçoit à Paris Mme Thatcher et Helmut Kohl. A Bruxelles, les 19 et 20 mars, il obtient que les Dix se mettent d'accord sur les quotas laitiers, le démantèlement des montants compensatoires positifs, la TVA. Mais il échoue - et les huit autres avec lui - à convaincre Margaret Thatcher d'accepter 1 milliard d'écus, somme pourtant élevée (par esprit de compromis, les huit sont déjà passés de 750 écus à 1 milliard d'écus). Elle veut encore plus, ou pour plus longtemps, à moins qu'elle ne souhaite remettre en cause d'autres compromis. Il faut donc ne plus lui laisser aucune porte de sortie. Pour ce faire, François Mitterrand revoit Kohl dans les semaines qui suivent et Dumas, Genscher. Roland Dumas essaie parallèlement d'ébranler son homologue britannique, Sir Geoffrey Howe. Le Président et son ministre veillent aussi à « travailler au corps » les sept autres. Le 24 mai, François Mitterrand rappelle devant le Parlement européen, à Strasbourg, les vrais enjeux de cette querelle de gros sous : « *L'alternative est de laisser d'autres décider du sort de tous, ou bien de réunir la somme des talents et des capacités (...) pour que l'Europe devienne ce qu'elle est.* »

Le dernier acte se joue à Fontainebleau, les 25 et 26 juin 1984, dans le château de François 1^{er} réanimé pour la circonstance. Mme Thatcher affirme que l'écart total entre ce qu'elle paie à la caisse communautaire au titre de la TVA et ce qu'elle en reçoit est de 2 milliards d'écus. Ses partenaires l'évaluent à 1,6 milliard. Elle fait alors valoir que si on lui impose cette base de calcul, elle doit obtenir en ristourne un pourcentage qui « *dépasse substantiellement 70 %* ». Dans la soirée, les Britanniques précisent : 75 %. Les neuf autres ne veulent pas aller au-delà de 60 %. Lors de leur rituel petit déjeuner du second jour, Mitterrand et Kohl décident qu'il faut en finir, et que ce sera 65 %, à prendre ou à laisser (l'Allemagne contribuant pour les deux-tiers à leur financement, au lieu de 50 %).

Lors de la séance qui suit, Mme Thatcher commence par exiger un « *pourcentage plus élevé d'un écart moins grand* ». Le Président lui communique en aparté l'offre franco-allemande finale : un milliard d'écus « *à prendre ou à laisser* ». Elle se retourne alors vers le Chancelier, estimant pouvoir jouer des divergences franco-allemandes avec, croit-elle, deux atouts maîtres en main : les soldats britanniques en RFA, et le fait que la Grande-Bretagne et l'Allemagne sont les deux seuls pays contributeurs nets (2). À sa grande surprise, elle se heurte à une fin de non-recevoir. Le Chancelier vient de souffler à Roland Dumas : « *Nous allons vous aider à réussir Fontainebleau* ». Le sommet est joué. En séance plénière, la rage au cœur, elle réclame encore 66 % au lieu de 65, ce qui lui est concédé. Mais la ténacité de François Mitterrand et la cohésion franco-allemande ont eu raison de son obstination. Au Conseil des ministres suivant, le Président résume : « *Elle a dû s'incliner quand elle a vu qu'elle ne pouvait opposer ta France à l'Allemagne.* »

Pour la première fois depuis cinq ans, la route est dégagée pour la Communauté européenne. Dans la foulée, les Dix décident à Fontainebleau de relever de 1 à 1,4 % de l'assiette de la TVA la part que les États-membres doivent reverser au budget communautaire au titre des ressources propres de la Communauté ; de fixer au 30 septembre 1984 la conclusion des négociations sur l'adhésion espagnole et portugaise ; de demander à un groupe de travail présidé par l'Irlandais James Dooge de préparer un nouveau traité d'Union européenne (idée inspirée à François Mitterrand par le rôle du Comité Spaak avant le traité de Rome), et à un autre, présidé par l'Italien Adonino, d'émettre des propositions pour l'Europe des citoyens : éducation, jeunesse, allègement des contrôles aux frontières, santé, recherche. En outre, Mitterrand et Kohl se mettent d'accord pour que Delors prenne la présidence de la Commission le 1^{er} janvier 1985. François Mitterrand ne laisse à personne d'autre le soin de se rendre à Lisbonne et à Madrid, alors que la France exerce encore la présidence, pour y annoncer que l'adhésion des deux pays sera ratifiée avant le 1^{er} janvier 1986. Un mois après Fontainebleau, la France et l'Allemagne signent un accord de libre-circulation qui préfigure le futur accord de Schengen.

Ce premier semestre de 1984 illustre à merveille la façon dont l'Europe communautaire se construit. Un seul pays, voire même une seule personne a pu bloquer l'entreprise pendant quatre ans. Une autre, soutenue par une vingtaine d'autres, a préparé le déblocage. La décision finale a été prise par dix dirigeants et leurs ministres des Affaires étrangères, soit vingt personnes. En fait, six : Mitterrand, Dumas, Kohl, Genscher, Thatcher, Sir Geoffrey Howe. Et, au bout du compte, trois : Mitterrand, Thatcher et Kohl. Et elles sont vingt, sur la proposition de trois ou quatre d'entre elles, à mettre en mouvement un processus de constitution de l'Europe politique et de l'Europe des citoyens.

Ces décisions-là ne sont pas soumises à des votes populaires ni même à des ratifications parlementaires, sauf exception. Elles ne se prennent pas en une fois, mais au fil d'une succession de circonstances où il s'agit de créer un comité, d'accepter ses conclusions, de demander un rapport, de fixer un calendrier et des échéances lointaines à confirmer entre-temps, etc., etc. Faut-il s'en offusquer, déplorer le « déficit démocratique » - expression qui enrichira, si l'on peut dire, la langue de bois au moment de Maastricht ? Il n'y a pas de réponse univoque à cette question. Mais n'ayons pas peur des mots : depuis l'origine (le Pool Charbon-Acier de 1951), la construction européenne a été une démarche volontariste et élitiste par excellence. Certes, le traité de Rome a été présenté à l'Assemblée nationale française et adopté le 24 juillet 1957 par 340 voix contre 236 ; en mai 1972, Georges Pompidou a consulté les Français par référendum sur l'élargissement à la Grande-Bretagne, avec succès, malgré 40% d'abstentions ; en 1979 et 1984, les élections au Parlement européen au suffrage universel ont été plutôt dominées par la politique intérieure. Mais toutes les décisions majeures ont été prises par de petits groupes de dirigeants, voire d'hommes et de femmes d'influence. L'Europe des années 1980 est le pur produit d'une forme moderne de despotisme éclairé.

1. C'est *lui* qui choisira personnellement Elisabeth Guigou comme conseillère Pour l'Europe, puis secrétaire générale du SGCI, puis ministre des Affaires européennes, et ensuite Caroline de Margerie conseillère pour l'Europe, poste auquel lui succéderont Thierry Bert, puis Jean Vidal.

2. Tous les autres touchent de la Communauté plus qu'ils ne lui versent.